

D'autre part, certains pays socialistes ne participent pas à cette délibération. Il vous appartiendra d'envisager la manière dont ils devront être informés de vos travaux, ou invités à s'y associer.

\*

J'en viens aux perspectives.

L'objet de cette réunion est de faire progresser la rationalité et la justice dans le fonctionnement de l'économie mondiale.

La rationalité nous invite à rechercher des conditions économiques plus ordonnées.

Aujourd'hui, l'imprévisible gouverne. L'investisseur hésite à s'engager, l'importateur se limite aux commandes immédiates, l'exportateur gonfle ses prix par précaution; face à une évolution incertaine. Seul le retour à un monde prévisible permettra à nos entreprises, publiques et privées, et à nos travailleurs de décider de nouvelles initiatives et de reprendre leur marche vers le progrès.

On doit rechercher une stabilité accrue des relations monétaires, ainsi rendues à leur fonction de mesure stable de la valeur des échanges, et de support des calculs de rentabilité des investissements.

Il faut aussi rechercher une évolution plus ordonnée des prix des produits faisant l'objet d'échanges internationaux significatifs, qu'il s'agisse de produits bruts ou industrialisés. Cette recherche n'implique nullement le refus des revalorisations justifiées, soit par l'ajustement de l'offre à la demande, soit par l'augmentation des coûts, soit par des exigences sociales ou politiques légitimes. Ce qu'on doit éliminer, ce sont les fluctuations erratiques ou contradictoires, les variations à la hausse ou à la baisse trop marquées ou trop brutales, susceptibles de perturber durablement les marchés, ou les secteurs productifs, au détriment des producteurs comme des consommateurs.

Il faut enfin dégager les moyens propres à maintenir le pouvoir d'achat des pays producteurs.

La justice nous commande d'adopter une attitude réaliste et hardie vis-à-vis des problèmes des pays en développement, en particulier des plus défavorisés.

Chacun sait ici que la crise en cours a affecté plus durement les pays en développement démunis de ressources naturelles importantes. Le déficit de leurs paiements a quadruplé en deux ans, passant de 9 milliards de dollars en 1973 à près de 35 milliards de dollars en 1975. Si elle se prolongeait, cette courbe risquerait de retrancher à jamais ces pays des courants de progrès économique.

A cela deux réponses :

Incontestablement, un accroissement substantiel de l'aide à ces pays. Certes, la situation difficile de certains pays développés, frappés par la crise, rend tout effort supplémentaire malaisé. Et pourtant la nécessité est plus forte que la crise.